

aujourd'hui le gaspillage n'est pas si solide; il serait plutôt dans l'air.

Quiconque laisse entendre que nous ne faisons rien au Canada en matière de recherches ne s'est pas penché sur les travaux réalisés par certains de nos ministères. Je répète que le gouvernement fédéral est en train de faire ce que le député a demandé en créant un ministère de l'environnement. Nous sommes en train de réunir tous ces spécialistes de façon à pouvoir rapporter précisément le genre de recherche qui s'effectue pour le compte du pays, ainsi qu'à l'avantage des municipalités et de quiconque désire en profiter. Je n'en dirai pas plus maintenant, monsieur l'Orateur, mais je répète encore une fois que nous nous en occupons plus que jamais en créant ce nouveau ministère.

• (6.00 p.m.)

M. Colin D. Gibson (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, nous voyons aujourd'hui la Chambre sous son meilleur jour pendant l'heure des initiatives parlementaires. Elle est dans une veine constructive. Des suggestions dynamiques et éclairées ont été présentées des deux côtés. Je crois que le secrétaire parlementaire du ministre des Finances a fait mouche lorsqu'il a dit que nous ne devrions pas nous lancer dans un vaste programme de recherche ni créer un organisme qui nous coûterait plusieurs centaines de milliers de dollars alors que nos voisins du Sud ont déjà consacré des quantités considérables de temps et d'énergie à étudier cette question et qu'ils disposent des données les plus avancées dans ce domaine. Autrement dit, il nous faut rassembler les données qui sont déjà disponibles. Nous devrions étudier les travaux déjà réalisés et insister pour que le Canada se fasse mieux et plus entendre aux Nations Unies lorsqu'il préconise d'élaboration d'une politique mondiale de l'environnement.

Une conférence sur l'environnement doit avoir lieu en Suède, probablement dans le courant de l'année prochaine. Le Canada y sera-t-il représenté? Monsieur l'Orateur, un de mes collègues me dit que oui, et je m'en félicite. C'est à l'initiative d'un Canadien, M. Maurice Strong, que cette conférence sera convoquée. Voilà le genre d'initiatives que nous devrions prendre: coopérer avec d'autres pays à propos d'un problème universel, et bénéficier, par l'intermédiaire des Nations Unies, de traités, de projets réalisés en commun et grâce à l'échange de renseignements, des travaux effectués par des experts dans les divers pays. Vouloir se lancer dans un programme individuel aboutirait à une situation chaotique. C'est comme si l'on essayait d'assimiler l'art avec lequel les Japonais font leur propre cuisine. Nous n'avons ni la technique, ni les aptitudes requises pour aborder ce problème comme des Orientaux.

Je tiens à souligner, monsieur l'Orateur que nous avons maintenant, dans la région de Hamilton, le Centre de recherche sur les eaux intérieures que le gouvernement libéral a fini par créer. Je suis fier de dire que ce centre fait un merveilleux travail en étudiant les problèmes d'épuration concernant l'eau douce. On a déjà beaucoup fait au centre de recherche sur les eaux intérieures. On y poursuit des expériences, des essais, en somme, des travaux de toutes sortes, au niveau pratique et de façon intelligente.

A mon avis, nous devrions envoyer un groupe d'intéressés aux États-Unis et en Europe tout simplement pour

recueillir les renseignements déjà disponibles. Peut-être qu'à l'avenir cela pourrait se faire par ordinateur. J'ignore si c'est le genre de renseignements que des ingénieurs et spécialistes pourraient rassembler facilement, car il s'agit ici d'un domaine de recherche scientifique et de recherches sur les faits. En mettant au point nos propres techniques pour rassembler ces renseignements, nous devons d'abord nous tourner vers les États-Unis. Il semble que les travaux dans ce domaine s'accélèrent aux États-Unis. Nous avons critiqué les grandes villes comme Détroit et Chicago d'avoir déversé leurs déchets industriels dans les rivières et les Grands lacs. Nous semblons les avoir devancés à bien des égards.

Mais le problème qui se pose aux États-Unis ne dépasse-t-il pas leur désir d'accomplir cette tâche? Leur faiblesse ne découle-t-elle pas du fait que l'industrie est trop puissante pour que le gouvernement puisse la contrôler? En d'autres termes, l'industrie n'a-t-elle pas tout simplement la haute main sur l'individu? Au Canada, l'équilibre est meilleur, me semble-t-il. Nous entrons dans la lutte contre la pollution de façon mieux planifiée, plus ordonnée et pourtant sans nous montrer trop sévères à l'égard des industries. Nous cherchons à obtenir la collaboration des industries et celles-ci entrent graduellement dans l'esprit de la participation à la lutte antipollution en adoptant les techniques nécessaires; même les industries se rendent compte que si elles ne participent pas...

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député. La Chambre a consenti à l'unanimité de prolonger l'heure réservée aux initiatives parlementaires, mais le temps réservé à cette fin étant écoulé, je quitte le fauteuil. La séance reprendra à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 h 10.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LA LOI SUR LES GRAINS DU CANADA

CONSTITUTION DE LA COMMISSION, DISPOSITIONS RELATIVES À LA CLASSIFICATION, AUX PERMIS, AUX ÉLEVATEURS, ETC.

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture) propose que le bill C-175 concernant les grains soit lu pour la 3^e fois et adopté.

M. l'Orateur suppléant: Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

D'autres voix: Non.

M. G. W. Baldwin (Peace River): N'allez pas trop vite, messieurs. Monsieur l'Orateur, avant de nous attaquer à la substance même du bill, j'ai le regrettable devoir de